

La bataille culturelle (p. 4)

COMMUNISTES

Loi immigration ou comment faire encore une fois diversion ! (p. 3)



Vidéo

J'ai obtenu d'Élisabeth Borne que les locataires des HLM puissent enfin toucher leur chèque énergie

Attelage

Le groupe « Identité et démocratie » (ID) auquel adhère le Rassemblement national au Parlement européen tenait ce week-end un meeting commun à Florence. ID rassemble la formation du Néerlandais Willers (qui veut interdire le Coran) ; « Alternative pour l'Allemagne » (aux liens avérés avec les néo nazis) ; le Tchèque Okamura (qui propose d'effacer l'Islam) ; le parti estonien Ekre pour lequel tout n'a pas été mauvais dans le régime nazi (et qui répète « si vous êtes noirs, repartez ! ») ; le Bulgare Kostadinov (anti-Roms, anti-LGBT) qui qualifie les vaccins de « liquides non identifiés ». Etc. Un bel attelage, rien que des gens propres sur eux, portant cravate, normalisés comme les aime le RN. ⚡

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

“Donner les moyens au PCF d'intervenir”

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



JE SUIS RAZAN

Un visage pour la Palestine

Sous la direction de Chantal Montellier
Préface de Sandrine Mansour



Abeer Hamad, Ahmad Kabarithi, Alain Grash, Ana Moreno, Christine Lander, Dominique Vidal, Fabrice Selingant, Gérard Streiff, Jacques Mondoloni, Laurence Biberfeld, Marco Hukentze, Mojib al-Zahrani, Olivia Elias, Philippe Tancelin, Patrick Laroche, Pierre Laurent, Sandrine Mansour, Walid Atallah, Ziad Medoukh.

Les éditions Arcane 17

Dessin de 2018 publié dans
le livre « Je suis Razan »
disponible auprès
des éditions Arcane 17

Chantal Montellier

Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

7 décembre, à partir de 18 h :

Conférence-débat « Inflation : qui en profite ? Comment la combattre ? », avec Evelyne Ternant. Salle des Tilleuls, Manosque (04)

7 décembre, à partir de 18h30

: Conférence-débat « La Charte d'Amiens, son histoire tout au long de la CGT », par Gilbert Carrel, président de l'Institut d'histoire sociale (IHS) de la CGT. Bourse du Travail, Creil (60)

7 décembre, à partir de 18h30

: Fondation Gabriel-Péri : Quelle politique migratoire pour le 21e siècle ? Rencontre avec Patrick Henriot, secrétaire général du GISTI, François Heran, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire «Migration et sociétés», président de l'Institut Convergences migrations, et Gérard Ré, secrétaire confédéral de la CGT. Séance inaugurale du cycle « Le retour de la gauche en Amérique latine ». En visio, inscription ici :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_xCjZG5FWSDqC

Z_wW0GV_sg#/registration

9 décembre, à partir de 9h45 : Le secteur formation de la Fédération de Gironde organise un temps d'échange et de formation sur Cuba. Fédération de Gironde (33)

9 décembre, à partir de 10 h :

Rencontre-débat sur la laïcité avec la participation de Roland Rouzeau, syndicaliste enseignant et Pierre Ouzoulias, vice-président PCF du Sénat. Grenier de Chèvremont (musée de la Cour d'Or), Metz (57)

12 décembre, à partir de

18h30 : Promouvoir la laïcité : mode d'emploi. Conférence-débat avec Stéphane Aourousseau. Maison des Associations, Troyes (10)

13 décembre, à partir de

18h30 : Fondation Gabriel-Péri : L'Europe et l'extrême droite. Séance 2 du séminaire des 7 Fondations, avec Erwan Lecœur, sociologue et politologue. En présentiel au Maltais Rouge, 40 rue de Malte, 75011 Paris. En visio, inscription ici :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_oF7TS_wwSDiD_iFy32Lphg#/registration

r/register/WN_oF7TS_wwSDiD_iFy32Lphg#/registration

14 décembre : Repas annuel de fin d'année des retraités d'Ille-et-Vilaine (15 €), précédé d'un film sur la vie d'Henri Krasucki, suivi d'un débat animé par son fils Pierre. Chevaigne (35)

20 janvier, à partir de 9h30 : Débat organisé par l'Amicale des Vétérans des Yvelines dans le cadre de la Panthéonisation de Mélinée et Missak Manouchian, avec la participation de Nicolas Devers-Dreyfus. Salle Pablo-Picasso, Trappes (78)

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE :

FÊTE : du Livre organisée par la section du Parisis, à Cormeilles-en-Parisis (95), les 1^{er} et 2 décembre

DÉBAT : « Le sport peut-il être un vecteur de paix ? », avec la participation de Nicolas Bonnet, à Cormeilles-en-Parisis (95), le 2 décembre

FONDATION GABRIEL PÉRI

Quelle politique migratoire pour le 21e siècle ?

Rencontre avec Patrick Henriot, secrétaire général du GISTI, François Heran, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire «Migration et sociétés», président de l'Institut Convergences migrations, et Gérard Ré, secrétaire confédéral de la CGT, Séance inaugurale du cycle « Le retour de la gauche en Amérique latine ».

Visioconférence Jeudi 7 décembre - 18h30 à 20 h

Inscription ici : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_xCjZG5FWSDqCZ_wW0GV_sg#/registration

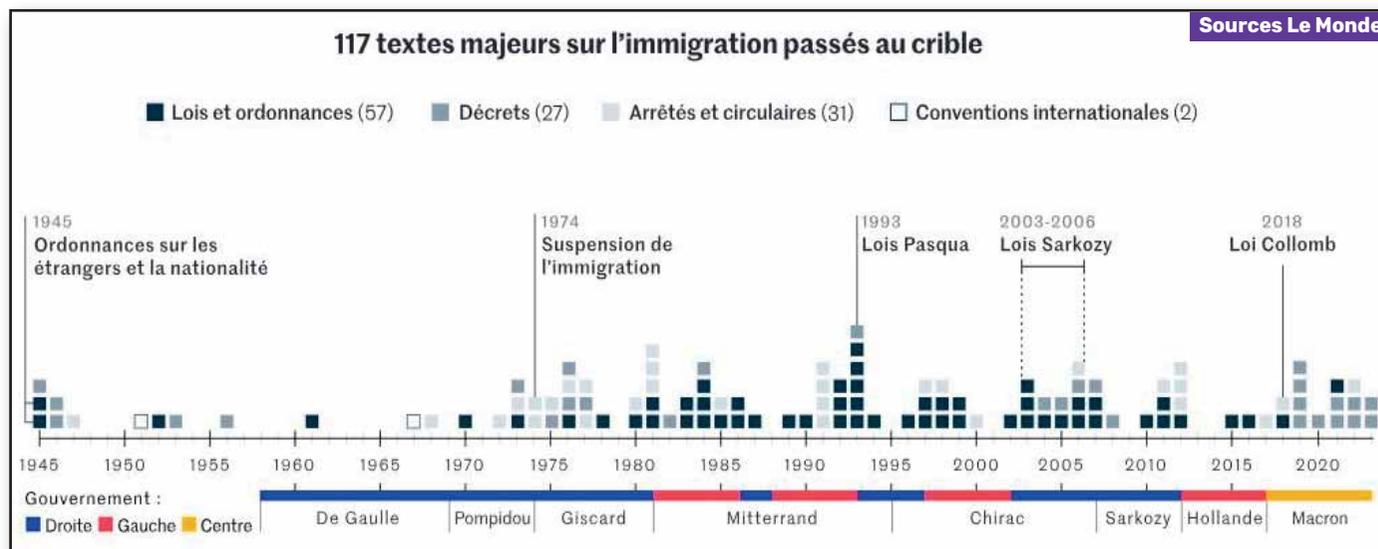
Loi immigration ou comment faire encore une fois diversion !

Depuis 1945, les élus de la République ont voté plus d'une centaine de textes sur l'immigration. Le gouvernement Macron n'échappe pas à la règle et présente sa deuxième loi en cinq ans (2018 Collomb et 2023 Darmanin).

Cette frénésie législative qui s'accélère au début des années 70 est caractéristique de la stratégie du « bouc émissaire » faisant des immigrés les responsables de toutes les crises pourtant générées par le capitalisme le plus débridé. Diviser le monde du travail a toujours été une des armes essentielles de l'exploitation capitaliste et c'est aussi un moyen d'entraver la nécessaire convergence des intérêts de classe. Cette dernière loi immigration particulièrement durcie après son examen au Sénat permet de faire diversion face à la montée en puissance d'un État autoritaire et la mise en place d'une économie de guerre en France, en Europe et dans le monde.

Ces discours xénophobes s'appuient sur des mythes et des affirmations infondées qui trouvent un écho bien au-delà des rangs de l'extrême droite.

Par exemple, en 2022, la France compte 4,5 millions d'étrangers, soit 7,7 % de leur population, ce qui la situe autour de la moyenne européenne 8,4 %. Contrairement aux arguments rabâchés pour durcir encore plus la loi soumise au Parlement, les migrants et les réfugiés participent à la vie économique et ne prennent pas le travail des nationaux. Pourquoi ? En premier lieu, les immigrés sont avant tout des consommateurs dont les besoins, pour être satisfaits, nécessitent de développer l'emploi. Ils participent ainsi à accroître la demande de biens de consommation, de services, de logements. En second lieu, il existe une réelle relation de complémentarité plutôt que de substituabilité entre la main-d'œuvre immigrée et la main-d'œuvre autochtone. Il existe plusieurs marchés du travail séparés par des cloisons pratiquement étanches. Des secteurs comme le bâtiment, la restauration (cuisine et plonge), le nettoyage, la sécurité, l'aide à la personne sont largement réservés aux étrangers. Ceux-ci ne prennent le travail de personne, car aucun « national » n'accepterait les conditions de de travail désastreuses dans ces branches



professionnelles. En d'autres termes, les étrangers se chargent des tâches que les nationaux ne veulent plus accomplir, tâches caractérisées par les célèbres « trois D » (déqueulasses, difficiles, dangereuses).

Pour le Parti communiste français, les raisons objectives et positives d'intégrer les populations migrantes sont avérées et l'Europe vieillissante a besoin d'une population active renouvelée. Nos budgets fiscaux et sociaux ont besoin de travailleuses et travailleurs cotisants dont le régime de la clandestinité et de l'exploitation les prive. Régulariser la situation des migrants pourrait tarir à la source les réseaux de passeurs et mafieux de tous genres.

Nos élus au Sénat et à l'Assemblée nationale ont porté et porteront des amendements de très grande qualité pour « dénoncer la défiance, les préjugés, la suspicion à l'égard des étrangers, considérés comme des profiteurs, voire des délinquants. Ils réfutent cette vision popu-

liste anti-immigration et considèrent que la France doit faire preuve de responsabilité et garder à l'esprit l'immense apport humain et matériel que les étrangers lui ont déjà apporté. Les migrants ne doivent pas être perçus comme un fardeau pour la société. Il faut en finir avec la politique migratoire répressive menée depuis plusieurs années qui réduit le migrant à la figure du clandestin, du retenu destiné à être expulsé ».

Ensemble, élus, militants et adhérents nous mettront tout en œuvre et participeront aux rassemblements pour la journée internationale des migrants et migrantes le 18 décembre prochain partout en France. Journée de mobilisation mondiale pour que soit respectée « la convention internationale de l'Onu sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ». ✪

Patricia Téjas
membre du CN

La bataille culturelle

Extraits du rapport introductif de Pierre Dharréville à la Convention Culture du 2 décembre

C'est cette situation qui nous a conduits à poser la question de la bataille culturelle. La bataille culturelle fait rage. Éric Zemmour la mène et le dit, il en va de même pour Marine Le Pen qui détourne Gramsci.

Il faut faire face à ces offensives puissantes et au dénigrement de la pensée émancipatrice, autrefois qualifiée de droits-de-l'homme et aujourd'hui englobée dans la nébuleuse d'un introuvable wokisme. Depuis trop longtemps, les pouvoirs dominants nous mettent sur la défensive, nous placent dans la posture des conservateurs. Et ils ont tant détruit que nous assumons vouloir rebâtir. Nous savons pourtant que cela ne peut suffire à dessiner une ligne d'horizon. Nous savons aussi que le mouvement du monde n'est pas linéaire et qu'il est la somme de forces contradictoires. Le mouvement social contre la réforme des retraites montre qu'il y en a encore un imaginaire vivace du progrès social, du partage des richesses, de l'égalité. Le mouvement féministe montre aussi sa capacité à imposer, malgré l'adversité, des avancées pour les droits des femmes. La conscience écologiste grandit. Il y a des ressources également dans le mouvement antiraciste. Il y en a dans les aspirations pacifistes. Comment tout cela peut-il faire mouvement ? Il ne suffit pas de faire des additions et l'on ne saurait s'abstraire des disputes et des contradictions. Il nous faut sans doute mieux raconter notre rêve, mieux raconter notre lutte, nos luttes. Mieux les partager. Car sans balayer les questionnements de stratégie politique ou électorale, qui relèvent d'une autre discussion, peut-il se passer quelque chose sans les ressources premières de ce qui nous permet d'entrer dans le grand dialogue des humains, sans le théâtre, sans la littérature, sans la chanson, sans la danse, sans la peinture et tant d'autres choses... Or, ce n'est pas le hasard si se déploient des logiques de formatage et même de censure... Il faut s'occuper de ces représentations qui s'écoulent dans les fibres et les processeurs qui parcourent le monde. Nous avons besoin de ressourcer en permanence notre langue, d'entretenir en permanence nos échanges, de reformuler en permanence nos désirs. Pour inventer des mondes, pour inventer le monde, dans l'entremêlement du réel et de l'imaginaire.

Pour nous qui sommes des partisans de l'émancipation humaine, la bataille culturelle, c'est d'abord la bataille pour la culture elle-même, pour la création, pour l'art, pour leur plein et libre développement, pour leur pleine et libre appropriation. Là, se joue la liberté de s'exprimer à sa façon, c'est-à-dire de se manifester, au sens d'exister, d'interagir, d'aller plus loin que soi. Là se joue l'articulation entre le singulier et le commun qu'il faut susciter tous les deux. Il y a bien des combats à mener pour améliorer les conditions de vie matérielles, mais si l'on circonscrit ces conditions de vie matérielles

ESPACE NIEMÈRE
PLACÉ D'OLIVIER FABRIEN
PARIS 19e

2 DÉCEMBRE 2023

Quelle humanité voulons-nous être ?

BATAILLE CULTURELLE

Deuxième convention du PCF pour
L'ART, LA CULTURE et L'ÉDUCATION POPULAIRE

En présence de : Pierre Dharréville - Mirabelle Rousseau - Roland Gori - Marion Mazauric
Denis Gravouil - Maryse Tripié - Gérard Mordillat - Aurélie Biancarelli-Lopes - Patrick Le Hyaric - Pauline Bayle - Marcellin Nadeau - Philippe Alain Yerro...

3 THÉMATIQUES

Le travail et sa transformation : un défi culturel.

Citoyennes et citoyens du monde : un atout de l'humanité pour une ambition commune.

L'humanité face à ses limites et ses défis, quelle place pour l'humain dans l'humanité de demain ?

TOUT LE PROGRAMME

S'INSCRIRE

aux besoins purement organiques, la Révolution, si l'on peut s'autoriser à parler ainsi, n'est qu'un projet technique. Le bonheur d'être humain se désaltère à la force, à l'émotion, à l'émerveillement, au sens de ce que nous partageons. La culture doit être au cœur de tout projet d'émancipation, et nous savons, je le dis au passage, qu'il n'existe pas de culture sans travailleurs et travailleuses de la culture.

La bataille culturelle, c'est la bataille du sens, la bataille des imaginaires, la bataille de l'humain. Pour ne pas qu'il soit réduit à une fonction productive, à une fonction consommatrice, à une fonction d'instrument, à une fonction de réceptacle. Pour échapper au syndrome du hamster dans sa roue. Au fond, nous voulons que soit posée en grand et en permanence dans le débat politique cette question dénigrée et écartée : quels humains voulons-nous être, quelle humanité voulons-nous être ?

Nous sommes confrontés à d'immenses défis, en même temps que nous dis-

posons d'immenses ressources. Dans ce monde dont nous apprenons les limites et la finitude, à l'heure du défi climatique, quelle place pour le genre humain ? Dans le monde de l'hyperconnexion, de l'hypercommunication, de l'hypernumérisation, de l'intelligence artificielle, quel avenir pour le genre humain ? Dans ce monde entraîné dans une fuite en avant capitaliste prédatrice, ce peut le travail et ne faut-il pas le réinventer ? Dans ce monde où se déchainent les rapports de domination, comment faire émerger un nouvel universalisme partagé ? Dans ce monde où les médias, les réseaux sociaux et les algorithmes peuvent être utilisés pour manipuler les esprits, comment réveiller la liberté de conscience ? Dans ce monde où la marchandisation et la financiarisation gagnent du terrain, la culture peut-elle se sauver, et nous sauver ?

La bataille culturelle se décline en une multiplicité de batailles : elle se joue concrètement sur les défis les plus aigus, qui convoquent les représentations du réel et des possibles. Nous appelons à réveiller l'humain en chacune et chacun, nous appelons à mener la bataille culturelle, la bataille des idées, la bataille du sens, nous appelons à s'interroger, à penser au-delà de nous-mêmes.

Quelles en sont les lignes de fracture, de rupture, d'affrontement ? Quelles en sont les convergences possibles ? Quels en sont les nœuds ? Quels sont les mouvements à opérer ? Comment se situer, comment peser dans cette bataille ?

Nous voulons élever notre niveau de conscience et ouvrir l'espace de nos imaginaires pour transformer les conditions culturelles et les rapports sociaux. Pour donner de l'élan à une vaste contre-offensive de l'humain. Bataille culturelle, bataille pour l'émancipation. Indissociablement. « Il faut sans cesse affirmer que rien n'est fini, que tout commence », affirme Robert Guédiguian dans *Et la fête continue*. C'est la fête que nous voulons dans les vies, c'est l'espoir que nous voulons réveiller dans les têtes. Nous en appelons, comme Paul Vaillant-Couturier le faisait en 1936, à « l'intelligence ». Il est urgent de libérer la création pour qu'elle ne soit pas empêchée d'être un moteur de l'émancipation humaine, de libérer la recherche comme l'information des critères de rentabilité pour permettre à chacun d'exercer à fond sa liberté de conscience. Le monde du capital est bel et bien un monde sans esprit. Il vide nos vies de leur sens et de leur saveur. Alors parlons de la bataille culturelle, cherchons à mieux l'appréhender pour mieux la mener, pour mieux la gagner. Nous voulons conduire cette réflexion avec vous, actrices et acteurs du monde de la culture, des arts, de la création, de l'éducation populaire, avec vous, intellectuels, chercheurs, chercheuses, militantes, militants, sociétaires du genre humain. ✪

Un service public de La Poste pour le pluralisme de la presse

Dans la crise économique et sociale actuelle, la presse et nos journaux vivent une situation difficile, faisant face à l'explosion des coûts, comme celui du papier journal (un surcoût estimé à 150 millions d'euros en 2022 pour la presse d'information), qui s'ajoute aux transformations structurelles majeures qu'ils doivent affronter (place croissante du numérique, nouvelles pratiques dans l'accès à l'information, etc.).

Pour garantir le respect de la liberté d'opinion des citoyens, fondement de notre démocratie et droit constitutionnel, l'État se doit d'assurer la diffusion de la presse sur tout le territoire, à prix égal et abordable pour tous, à travers le service public postal et des aides publiques.

Or aujourd'hui, au moment même où ce soutien à la diffusion de la presse est plus que jamais indispensable, l'État poursuit son désengagement financier du service public postal, au nom d'objectifs d'équilibre budgétaire qui ne sont pas compatibles avec la défense du pluralisme, puisque la garantie que chaque citoyen puisse recevoir quotidiennement le journal de son choix, qu'il habite en zone rurale ou urbaine, a un coût. Ce désengagement financier a en effet des conséquences importantes sur la distribution de la presse : nombreux sont ainsi les lecteurs et lectrices de nos journaux d'information qui ne reçoivent plus, faute de tournées quotidiennes, leur journal.

De plus, le gouvernement réforme structurellement le transport postal en supprimant les tarifs postaux spécifiques à la presse, et en privilégiant le portage. Au-delà des conséquences sur la précarité accrue des salariés du secteur, le choix du portage, et donc de la privatisation de la distribution de la presse, fait peser une menace importante sur la diffusion de la presse sur l'ensemble du territoire : le portage se développe uniquement dans les concentrations urbaines rentables, et il ne



garantit pas le maintien de tarifs accessibles et administrés.

Or, contrairement à celles et ceux de la presse qui est soutenue par les grands groupes financiers et par la publicité, nos lecteurs et lectrices sont au cœur de la vie de nos journaux qui accompagnent leur quotidien : leurs abonnements sont une part essentielle de leur modèle économique. Nous appelons donc nos lecteurs et lectrices, avec leurs sociétés, à se mobiliser partout en France pour la défense et le développement de la diffusion de la presse, en réclamant le retour d'un service public postal assurant ses missions d'intérêt général, notamment via le passage quotidien, nationalement, des facteurs et factrices, et en revendiquant le maintien de la grille spécifique des tarifs pour la presse.

C'est la survie économique du pluralisme de la presse qui se joue aujourd'hui ! ✪

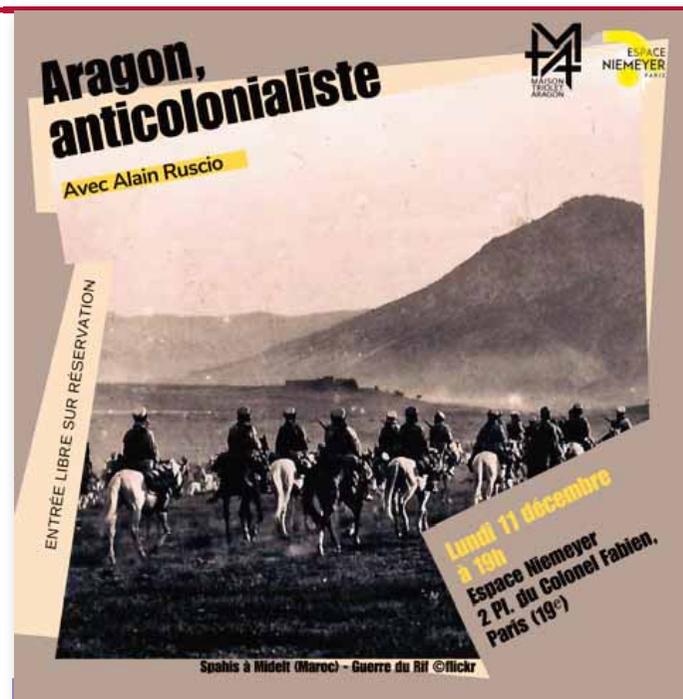
Saint-Denis, le 19 octobre 2023

SIGNEZ LA PÉTITION EN LIGNE

<http://www.leslignesbougent.org/petitions/un-service-public-de-la-poste-pour-le-pluralisme-de-la-presse-15480/>

Déjà plusieurs signataires : Marine Miquel, vice-présidente, et Hervé Bramy, président de la Société des lectrices et des lecteurs de *L'Humanité* ; Serge Baroni, président des Amis de *La Marseillaise* ; Agnès Rousseaux, directrice de *Politis*, et Pierre Humbert, co-président de l'association *Pour Politis* ; Joëlle Allemand, journaliste au *Travailleur catalan* ; Alain Dupenloup, directeur de la publication du journal *Les Allobroges Savoyards* ; Simone Torres, directrice, et Michel Pernet, rédacteur en chef du journal *Le Travailleur Alpin*.

Jeudi 26 octobre 2023



Avec la Maison Elsa Triolet-Aragon, nous aurons le plaisir d'accueillir Alain Ruscio

LUNDI 11 DÉCEMBRE À PARTIR DE 19 H
salle des conférences de l'espace Niemeyer
(2, place du Colonel-Fabien, Paris 19e)
pour une conférence consacrée à

ARAGON ANTICOLONIALISTE

Entrée gratuite - réservation conseillée
<https://www.billetweb.fr/aragon-anticolonialiste>
C'est l'indignation anticoloniale ressentie au moment de la guerre du Rif qui amène le jeune écrivain surréaliste, Aragon, à adhérer au PCF.
Cet engagement se poursuivra tout le long de sa vie, comme un fil conducteur que l'on retrouve aussi bien dans ses actions et prises de position politique que dans son oeuvre poétique et romanesque.

En Haute-Garonne, les communistes lancent la campagne de solidarité avec Cuba !

Vendredi 1er décembre, plus de 80 personnes se sont réunies pour la soirée de lancement de la campagne de solidarité avec Cuba dans le cadre de l'Université d'automne de la Fédération. Pour l'occasion, nous avons reçu André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme et président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, venu nous présenter son ouvrage *Cuba, une étoile dans la nuit* publié en septembre aux éditions Le Temps des cerises.

Ce livre qui se donne pour ambition d'interpeller les consciences sur la situation actuelle à Cuba prend la forme d'un véritable témoignage. Résultat de l'expérience du député, président du groupe d'amitié entre les deux pays, et de ses nombreuses visites, l'ouvrage alerte quant à la situation de crise que connaît aujourd'hui le peuple cubain. Peut-être la pire depuis la période spéciale en temps de paix, qui succède à la chute de l'Union soviétique.

Pour André Chassaigne, les 60 années de blocus économique imposé par les États-Unis et la multiplication des lois contraignantes étranglent le peuple cubain et constituent un acte criminel. Pourtant, depuis 1992, une majorité de pays adoptent chaque année à l'Onu une résolution condamnant l'embargo américain et exigeant sa levée. Pas de quoi affoler l'administration américaine qui profite du caractère extraterritorial de ses lois pour imposer au monde entier sa volonté de faire tomber le régime socialiste.

Chaque jour, le blocus se traduit par l'inaction et le silence des gouvernements français successifs, incapables de défendre leurs souverainetés face aux politiques impérialistes des États-Unis. L'Union européenne s'est pourtant dotée, depuis le 22 novembre 1996, d'une législation pour se protéger de l'extraterritorialité des lois américaines.

Une situation rappelée les 16 et 17 novembre dernier, à l'occasion du Tribunal international contre le blocus réuni au siège du Parlement européen à Bruxelles, et auquel les communistes et les associations de solidarité ont vivement participé.

Quoiqu'il en soit, la présentation d'André Chassaigne s'est conclue par des discussions franches autour des conséquences du blocus, de l'expérience socialiste à Cuba, et bien sûr des différents leviers possibles pour animer la campagne et faire vivre la solidarité ! À ce titre, *Cuba, une étoile dans la nuit* constitue un formidable outil militant, de formation et de conscientisation à destination du grand public.

En Haute-Garonne, les communistes travaillent à leur feuille de route pour faire vivre la campagne. Action médiatique pour condamner le blocus et retirer Cuba de la liste des États finançant le terrorisme, rencontre publique, formation des militants, mais surtout : récolte de matériel et actions de solidarité concrète ! Plusieurs pistes semblent se dégager.

Du fait de la situation économique, les Cubains rencontrent plusieurs difficultés autour de l'exercice des sciences fondamentales à Cuba. Nous travaillons un pro-



jet de récolte et d'envoi de matériel scientifique de seconde main aux côtés du Conseil de recherche *Felix Varela* créé en juillet, afin de soutenir et développer ce secteur important.

De même, les Jeunes communistes et leur branche étudiante travaillent à un projet de coopération entre l'Université Toulouse II et la faculté de La Havane. L'Université Jean-Jaurès, réputée pour la grande qualité et le sérieux de son département d'étude hispanique et hispano-américaine et ses laboratoires de recherches, pourrait à ce titre envoyer un message fort en permettant de désenclaver les recherches sur Cuba en France et de contourner les politiques d'isolement prônées par les États-Unis.

Enfin, plusieurs projets de coopération institutionnels se profilent. Dans la perspective de l'organisation de la Biennale cubaine en partenariat avec l'ambassade de France à Cuba et prévue pour novembre 2024, un projet culturel polyphonique qui se déroulerait entre Toulouse et La Havane pourrait voir le jour. 🇨🇺

Bastien Bonnargent

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Ouverture de la COP 28 : Une énième mascarade ?

Du 30 novembre au 12 décembre, la COP 28 se tient aux Émirats arabes unis, à Dubaï. Alors que le MJCF s'est déjà exprimé sur les conditions de travail révoltantes des ouvriers ayant préparé l'accueil du sommet, son organisation dans une monarchie du Golfe est scandaleuse à d'autres titres.

Les Émirats sont à la pointe de l'industrie pétrolière. Les intérêts de ce secteur dévastateur pour la planète seront bien représentés par le président de la COP, le sultan Ahmed al-Jaber, PDG de la compagnie pétrolière nationale. Le profil de ce grand patron est étonnant sous tous points de vue. Bien qu'il ait travaillé dans le renouvelable et plaide pour la fin du pétrole dans son pays, la présence des lobbyistes n'aura jamais été aussi forte à une COP. L'année dernière, à la COP 27 de Charm El-Cheikh, un record : 636 défenseurs de l'industrie fossile étaient présents.

Il n'y a aucun doute qu'ils seront encore plus nombreux à Dubaï : des pays n'hésitent pas à intégrer ces lobbyistes directement dans leurs délégations. Tout cela sous l'œil bienveillant du sultan.

La situation créée est paradoxale, dommageable pour la trajectoire de réchauffement de la planète. Les énergies fossiles sont la cause principale du changement climatique et une décarbonation de l'économie doit impérativement avoir lieu pour ne pas dépasser la barre des + 2°C de réchauffement climatique global. Pourtant, il n'y a que peu de chances que la COP 28 apporte des solutions concrètes, voire même s'engage à réduire la production de pétrole, de gaz et de charbon.

La communauté des États est sans surprise subordonnée aux intérêts capitalistes en contradiction avec la préservation du vivant. La voix des pays favorables à une transition écologique rapide est encore trop peu soutenue, tandis que l'aggravation de la situation par les États-Unis est ignorée par leurs alliés. Le rapport de force est cependant en train d'évoluer, et sera intéressant à observer lors de cette COP.

Les conventions sur le climat ne feront leurs preuves qu'à partir du moment où la communauté internationale arrêtera d'être la



porte-parole du capital, nuisible pour l'environnement. Des avancées tenant à la reconnaissance de certains problèmes systémiques peuvent toutefois être arrachées.

Le MJCF exige que la France adopte une position courageuse pour l'arrêt programmé des énergies fossiles comme sources d'énergie. Afin d'achever toutes les transitions nécessaires, plaidons pour la concrétisation d'un véritable pacte de solidarité entre les pays du G20 et les États les plus démunis et vulnérables face au changement climatique !

En attendant, des engagements concrets comme la fin du marché carbone ou la sortie des énergies fossiles peuvent être pris. Faisons pression pour que la voix de la raison soit entendue largement pendant cette COP ! ✪

Léo Goudy



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)

Une lueur dans un ciel bien sombre

Du 27 novembre au 1er décembre 2023 s'est tenue au siège de l'Onu à New York la deuxième conférence des États-parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Contrairement au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) qui date de 1968, le TIAN ne compte parmi ses signataires aucune des cinq puissances nucléaires membres permanents du Conseil de Sécurité, ni aucun des quatre autres pays détenteurs de l'arme nucléaire. Ce traité d'interdiction est le fruit de l'action commune des organisations de la société civile regroupées dans la campagne internationale ICAN, de certains États particulièrement actifs dans le domaine du désarmement nucléaire et des institutions onusiennes dédiées au désarmement. Voté à l'Onu le 7 juillet 2017 par 122 pays sur 192, le Traité interdit la mise au point, l'essai, la production, le stockage, le transfert, l'utilisation et la menace d'utilisation d'armes nucléaires, en raison des conséquences humanitaires catastrophiques qu'entraînerait leur utilisation. Il complète l'article 6 du TNP qui fait obligation aux États dotés d'armes nucléaires de négocier un traité de désarmement ; le TIAN prévoit pour ces États un processus assorti d'un calendrier, conduisant à l'élimination vérifiée et irréversible de leur programme d'armes nucléaires.

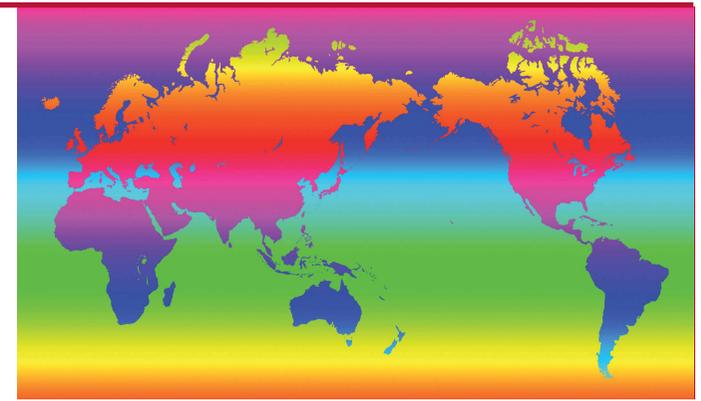
Le Traité est entré en vigueur le 22 janvier 2021, une fois franchi le seuil de 50 ratifications. À l'heure actuelle, 93 États ont signé le traité et 69 l'ont ratifié. La première réunion des États parties en juin 2022 à Vienne avait adopté un plan d'action se concentrant sur les six thématiques suivantes : l'universalisation du Traité, la vérification, les délais accordés aux États devant démanteler leurs stocks d'armes nucléaires, l'assistance aux victimes et la remédiation environnementale, la création d'un comité consultatif scientifique et la complémentarité du TIAN avec l'ensemble du régime de non-prolifération et de désarmement. La réunion de New-York marque une nouvelle étape visant à renforcer l'engagement des États parties en faveur du Traité. Plus de cent pays ont participé aux travaux, 59 États parties, 11 États signataires et 35 observateurs, dont la Belgique ou l'Allemagne. La France se tient délibérément en dehors du processus et continue de pratiquer la politique de la chaise vide.

Les débats, loin d'être réservés aux seuls diplomates, ont permis l'expression d'une foule de représentants de la société civile, médecins, avocats, scientifiques, militants des ONG, universitaires, survivants de Hiroshima et Nagasaki et victimes des essais nucléaires de nombreuses



régions du monde. Le comité d'experts scientifiques créé par la précédente réunion a communiqué les résultats de ses premiers travaux sur les conséquences de l'utilisation des armes nucléaires et une attention particulière a également été portée aux conséquences et aux victimes des essais nucléaires. 122 ONG du monde entier étaient accréditées pour cette réunion, dont pour la France des délégations d'ICAN-France et du Mouvement de la paix. Les États parties ont tous salué le travail de la campagne internationale ICAN et de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, mais aussi la contribution des Maires pour la paix et des parlementaires qui agissent pour populariser le TIAN.

La rencontre a adopté une déclaration finale intitulée : « Notre engagement à respecter l'interdiction des armes nucléaires et à éviter leurs



conséquences catastrophiques ». Dans ce document politique d'une grande force, les États remettent en cause la dissuasion nucléaire et développent l'argumentaire suivant : « La menace d'infliger des destructions massives va à l'encontre des intérêts légitimes de l'humanité dans son ensemble en matière de sécurité. Il s'agit d'une approche dangereuse, erronée et inacceptable de la sécurité. Les menaces nucléaires ne doivent pas être tolérées. » Rendez-vous a été pris pour la troisième réunion des États parties du 3 au 7 mars 2025, également à New York, sous la présidence du Kazakhstan.

À une époque où le risque de guerre nucléaire n'a jamais été aussi grand depuis la crise des missiles de Cuba, à l'heure où les neuf États nucléaires construisent de nouvelles armes nucléaires et augmentent leur arsenal pour la première fois en 35 ans, il est vital de renforcer le mouvement mondial pour éliminer les armes nucléaires. Une Conférence comme celle qui vient de se dérouler à New York aurait mérité une réelle couverture médiatique ; à nous de rompre le silence sur les travaux et les campagnes qui se mènent sans désespérer pour libérer la planète des armes nucléaires, à nous d'être les porteurs des idées de paix ! ☘

Alain Rouy

Secteur International du PCF,
collectif Culture de paix et désarmement globa

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff

Mél : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA